



## Après Stéphane Le Foll, c'est le député de Seine-et-Marne Olivier Faure qui a annoncé sa candidature au poste de premier secrétaire du Parti socialiste mardi soir.



Olivier Faure à l'Assemblée, le 22 juin. Photo Geoffroy van der Hasselt. AFP

L'histoire du berger à la bergère. Mardi matin, Stéphane Le Foll a surpris son monde : il a déclaré sa candidature au poste de premier secrétaire du Parti socialiste. Le député a pris de vitesse ses copains. Notamment Rachid Temal, coordinateur du PS depuis le départ de Jean-Christophe Cambadélis, et Olivier Faure, chef des députés socialistes et membre de la « bande des quadras ». Ce dernier n'a pas tardé à répondre. Il a répliqué à grande vitesse. Mardi soir, lors d'une réunion sans fin du courant majoritaire, le député de Seine-et-Marne a annoncé sa candidature à la tête du PS devant une centaine d'âmes. Résultat : une journée, deux nouveaux bulletins et un parti toujours à terre.

Pourtant, entre eux, en décembre, une sorte de pacte – non officiel – avait été signé : une seule candidature au sein du courant majoritaire. Mais la favorite, Najat Vallaud-Belkacem a abandonné l'aventure pour découvrir un autre monde - celui de l'édition -, le deal a volé en éclat et tout s'est accéléré. Suite à l'annonce de Stéphane Le Foll, les envies se sont étalées. Rachid Temal, peu connu du grand public mais au cœur des discussions en coulisse, ne ferme (toujours pas) la porte à une candidature. Personne ne sait vraiment jusqu'où il ira, ni ce qu'il veut vraiment. Une de ses amis nous livre une version : « Beaucoup de socialistes refusent de le prendre au sérieux alors que ces dernières semaines, c'est lui qui fait tourner le parti. Son combat : se faire respecter et ne pas disparaître après le congrès. »

### Pop-corn

Rachid Temal, qui mène les affaires courantes rue de Solferino en attendant le congrès, ne devrait pas tarder à indiquer ses ambitions. Une place l'attend chez Stéphane Le Foll qui le drague. Il lui propose un poste de premier plan dans son équipe. De son côté, Olivier Faure, lui, a franchi le pas sans hésiter. Sa décision n'est pas une réelle surprise. Depuis le retrait de Najat Vallaud-Belkacem, le chef des députés PS, explique, à qui veut l'entendre, que le parti ne doit pas atterrir entre les mains de Stéphane Le Foll. Ni des deux autres candidats officiels : celui de l'aile gauche, le député européen Emmanuel Maurel, et celui qui souhaite se placer au centre du parti, le député du Val de Marne Luc Carvounas. Selon Faure, « ils ne sont pas au niveau ».

Au PS, rien ne se passe jamais comme prévu. Et la pièce de théâtre est toujours en cours. D'ici le dépôt des textes d'orientations - les motions - le 27 janvier, on peut s'attendre à de nouvelles candidatures. A l'image de l'ancien, Julien Dray qui a séché la réunion de mardi soir pour ne pas prendre et donner des coups. L'éléphant qui ne s'interdit rien et voit rouge lorsqu'on lui souffle que c'est au tour de la nouvelle génération de prendre les commandes. Au premier rang, Jean-Christophe Cambadélis, qui a rendu le trousseau cet été, guette et commente les faits et gestes des uns et des autres avec son sachet de pop-corn. Mardi, il nous a écrit: « Ces candidatures et celles qui arrivent indiquent que le PS reste un enjeu et je m'en félicite. » Un univers impitoyable réservé aux mâles pour le moment.

Rachid Laïreche



## II) Poulet d'anniversaire pour Castaner et guerre des coqs au PS d'euros en 2018 ?



Emmanuel Macron et Xi Jinping à Pékin, le 9 janvier 2018. (LUDOVIC MARIN-POOL/SIPA)

### Au menu du Réveil politique : la guerre est déclarée au PS, Castaner reçoit un poulet d'anniversaire, Macron accueilli par du Johnny à Pékin...

Par Charlotte Cieslinski

### "Concours de beauté" au PS

"Il faut se rassembler, ce n'est pas un concours de beauté", a intimé hier sur RFI le coordinateur du Parti socialiste Rachid Temal. Et pourtant... son souhait "qu'il n'y ait qu'un seul candidat à la direction du parti" semble déjà obsolète. Et la décision de Najat Vallaud-Belkacem de ne pas être candidate, annoncée dans "l'Obs", a vraisemblablement ouvert la voie à d'autres ambitions : après Luc Carvounas et Emmanuel Maurel, Stéphane Le Foll et Olivier Faure se sont à leur tour lancés mardi dans la bataille pour prendre la tête du PS, faisant ressurgir le spectre de la guerre des ego dans un parti aux abois.

C'est mardi soir, au cours d'une réunion rassemblant plusieurs dizaines de socialistes issus de l'ancienne majorité du PS à Solferino,

qu'Olivier Faure s'est pour sa part déclaré. Dans un entretien au "Monde" ce mercredi, il explique : "Nous devons redonner le désir de gauche. Si nous y arrivons, nous serons de nouveau appelés aux responsabilités. Sinon, nous vivrons un lent déclin."

L'annonce de Stéphane Le Foll en revanche a été diversement accueillie par ses camarades. Le trésorier du parti Jean-François Debat s'est par exemple montré peu enthousiaste :



Jean-François Debat @JFDebat  
La refondation du @partisocialiste et de la gauche ne passera pas par des parcours individuels, mais par le retour du collectif et un vrai renouvellement. On ne bâtera pas l'avenir sur le passé. Chacun de ceux qui « y pensent » devraient y songer avant de « se lancer » seuls...

Autre grief : Stéphane Le Foll fait partie des quelques députés PS qui n'ont pas eu à affronter de candidat LREM lors des législatives. "Il a été épargné par le roi [Macron] en vertu d'un accord dont on ne connaît pas les fondements", raille, auprès de l'AFP, une source préférant conserver l'anonymat.

Et la parité dans tout ça ? Benjamin Lucas, le patron des jeunes socialistes a judicieusement noté que les premiers candidats déclarés... sont tous des hommes.



Benjamin LUCAS @benlucas80  
4 candidats à la direction du PS, 4 hommes. Talentueux et presque tous sympathiques mais quand même cela révèle un vrai problème quant à la capacité des socialistes à se renouveler et à faire vivre la parité aux sommets.

### Philippe offre un poulet (vivant) à Castaner

C'est un curieux cadeau d'anniversaire. Pour ses 52 ans, Christophe Castaner a reçu un poulet de la part du Premier ministre Edouard Philippe. Celui-ci, écrit "le Parisien", "gambade depuis six jours dans les jardins du ministère des Relations avec le Parlement". Toujours selon le quotidien, "l'animal est arrivé le 3 janvier dernier, dans un carton emballé directement des mains... du Premier ministre". Un clin d'œil à cette petite phrase prononcée en novembre et isolée en vidéo par nos confrères de LCP :



LCP@LCP  
À la fin de son discours, @CCastaner à Édouard Philippe :  
- "Ça allait, mon poulet ?"  
- @EPhilippePM : "Très bien" #conseilLaREM

Tout juste nommé à la tête du parti LREM, Christophe Castaner venait d'y prononcer son premier discours. Avant de se tourner vers le Premier ministre et de s'enquérir : "Ça allait mon poulet ?" Le micro, n'était pas coupé.

### Du fromage et du Johnny à Pékin

Le numéro un chinois Xi Jinping et son épouse Peng Liyuan ont convié hier soir Emmanuel et Brigitte Macron à un dîner d'Etat dans l'imposant palais du Peuple. Si aucune photographie n'a filtré de la réception, un confrère de "Paris Match" rapporte que les ex-Premiers ministres Jean-Pierre Raffarin et Laurent Fabius étaient également de la partie.

Dans une atmosphère feutrée, l'orchestre

symphonique de Chine a accueilli le couple Macron par la musique de "Retiens la nuit", la chanson de Johnny Hallyday. "Ils n'ont pas osé jouer 'Résiste', de France Gall...", ironise un convive, interrogé par le magazine. A table, c'est du cabernet sauvignon qui a été servi. Mais un cru "Great Wall" ("Grande Muraille" de Chine), issu de la viticulture locale. Emmanuel Macron a aussi rencontré les expatriés français hier à Pékin. Et le chef de l'Elysée leur a apporté du fromage, de la charcuterie et des clémentines corses...



eric hacquemand @erichacquemand  
Chef à l'Elysee, Guillaume Gomez ramène "un petit coin de France" aux expatriés de Pékin : fromages au lait crû, charcuterie et clémentines corses! #MacronEnChine @ggomez\_chef

### Le téléphone rouge : Macron et la Chine

Rééquilibrer la relation avec la Chine ? "Je crains que cette bataille ne soit perdue", a confié Macron à un aéroport de connaisseurs de l'empire du Milieu, trois jours avant son envol pour Pékin. Un téléphone rouge de "l'Obs" à retrouver ici.

Rééquilibrer la relation avec la Chine ? "Je crains que cette bataille ne soit perdue", confie Macron

### Après Boyer, Le Grand condamné pour harcèlement

Nous vous parlions hier de la condamnation pour harcèlement moral de la députée LR Valérie Boyer, condamnée à verser 17.000 euros à son ancienne attachée parlementaire. Mais le "Canard enchaîné" rappelle qu'un autre ancien soutien de François Fillon vient tout juste d'être condamné pour le même motif.

Il s'agit de l'ancien sénateur de la Manche Jean-François Le Grand. "Pratiquant des 'humiliations constantes' à l'égard de sa collaboratrice parlementaire, l'élu vient d'être condamné pour harcèlement moral par la cour d'appel de Caen à lui verser 50.000 euros de dommages et intérêts", écrit le "Canard" qui précise que la propre épouse de l'élu est venue témoigner à la barre... contre lui.

### Le chiffre du jour : 59%

La cote de confiance d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe est en forte hausse en janvier pour le deuxième mois consécutif et se situe désormais nettement au-dessus de la barre des 50%, selon un sondage Ifop-Fiducial. Le plus populaire des deux est le Premier ministre : avec 59% d'opinions favorables, il a gagné 9 points d'approbation en deux mois. Il "dirige bien l'action du gouvernement" pour 68% des personnes interrogées, il est perçu par 64%

comme "un homme de dialogue" et une nette majorité (56%) le juge "proche des préoccupations des Français".

Le chef de l'Etat lui, recueille 55% d'opinions favorables. Pour 75% des personnes interrogées, Emmanuel Macron "défend bien les intérêts de la France à l'étranger", pour 69% il "renouvelle la fonction présidentielle" et, pour 60% d'entre elles, il "mène une bonne politique économique ».

### Astrologie et politique ne font pas bon ménage

Le "Canard enchaîné" se paye l'astrologue Elizabeth Teissier, bientôt 80 ans et qui, il y a un an, prédisait l'élection de François Fillon à l'Elysée : "Le ciel a parlé, le Président sera un Sarthois aux sourcils broussailleux." Un an plus tard, elle fait son mea culpa dans "le Parisien" : "Je souhaitais que François Fillon passe. Peut-être qu'un élément un peu subjectif a pu m'influencer". Et l'hebdo satirique de railler : "Il y a des parasites trop humains sur la ligne du ciel..."



Renaud Pila@renaudpila  
Indiscret insomniaques - Contre les 80 km/h, Marine Le Pen va proposer demain lors de sa conf de presse une taxation des poids lourds étrangers pr restaurer le réseau routier secondaire



Charlotte Cieslinski Journaliste



### III) Parti socialiste: mais où sont les femmes?

**Le poste de premier secrétaire aiguise enfin les appétits. Mais pour l'heure, seuls des hommes ont fait acte de candidature.**

Alexandre Boudet  
Journaliste politique au HuffPost



Jean-Paul Pelissier / Reuters

Et de trois. Quelques heures après Stéphane Le Foll, Olivier Faure a rejoint Luc Carvounas

comme challenger pour diriger le Parti socialiste. Un quatrième candidat, Emmanuel Maurel, se déclarera dans les prochains jours tandis qu'un cinquième, Julien Dray, dit réfléchir avec beaucoup d'ardeur et qu'un sixième potentiel, Rachid Temal, se verrait bien passer du poste de coordinateur général à celui de premier secrétaire.

A deux semaines de la clôture des candidatures, aucune femme ne s'est encore avancée pour succéder à Jean-Christophe Cambadélis lors du Congrès prévu au mois de mars. Et ce phénomène n'est pas nouveau, on l'avait déjà observé lors de la primaire: sans Sylvia Pinel, issue des rangs du PRG, cette élection se serait résumée à un affrontement 100% masculin.

"Être candidat, si c'est pour faire le quota de femmes, cela n'a aucun sens", balaye Marie-Noëlle Lienneman, qui avait jeté l'éponge lors de la primaire et soutient Emmanuel Maurel pour le poste de premier secrétaire. "Il faut du renouvellement, lui est jeune", explique-t-elle. Mais la sénatrice de Paris ne voit aucune difficulté à ce qu'il n'y ait pas de candidate. "Avec Martine Aubry, le PS a déjà eu une première secrétaire donc il n'y a pas d'obstacle. Si aucune n'a envie d'y aller, ce n'est pas un problème à partir du moment où les instances sont paritaires", précise cette représentante de l'aile gauche du parti.

Longtemps pressentie et poussée par plusieurs responsables, Najat Vallaud-Belkacem n'avait pas envie. Pour peser sur l'avenir de la gauche, elle a préféré une autre direction, celle du débat d'idées en prenant la direction d'une collection littéraire. Martine Aubry devrait donc rester encore quelques temps la seule femme à avoir dirigé le PS. Ce n'est pourtant pas le manque de personnalités féminines - tous les gouvernements de François Hollande étaient paritaires- qui explique ce peu d'appétit.

Le HuffPost dresse un tour d'horizon des différents cas de figure:

#### Celles qui ont passé leur tour

En 2008, elles étaient toutes les deux en lice pour succéder à François Hollande. Face à Ségolène Royal, c'est finalement Martine Aubry qui avait arraché la victoire, devenant la patronne de Solférino. Dix ans plus tard, l'une prolonge son engagement pour l'environnement comme ambassadrice de la France pour les pôles tandis que la deuxième se pose la question d'une nouvelle candidature à la mairie de Lille. En tout état de cause, elles ont dit adieu aux joutes politiques d'appareil. Ministre pendant quatre ans, Marylise Lebranchu appartient aussi à cette génération appelée à passer la main. Idem pour Christiane Taubira qui, même s'il n'a jamais été membre du PS, incarnait suffisamment d'idées et de valeurs durant le précédent quinquennat pour que sa voix pèse à l'intérieur du parti.

#### Les blessées du quinquennat Hollande

En 2012, elles étaient des ministres appelées à jouer un rôle majeur dans le quinquennat. Six ans plus tard, elles ont disparu de la scène nationale, balayées par la vague macroniste. Après avoir hésité à se présenter à la primaire, Marisol Touraine a tenté en vain de se faire réélire députée. Depuis cette défaite, l'ancienne ministre de la Santé est extrêmement discrète; sa dernière interview pour défendre le tiers-payant remontant au 23 octobre; ce sont désormais ses anciens conseillers Benjamin Griveaux et Gabriel Attal qui sont des étoiles montantes de la Macronie. Jeune ministre de Manuel Valls puis de Bernard Cazeneuve, Axelle Lemaire et Myriam El Khomri

font également partie de celles qui ont payé cher le bilan du précédent quinquennat. Elles sont aujourd'hui éloignées de la vie politique.

### Celles qui ont mieux à faire

Malgré ces défections, le PS ne manque pas de figures qui pourraient jouer un rôle dans la reconstruction du parti. Seulement, ces femmes qui incarnent une nouvelle génération ont décidé de se consacrer à leur mandat local, où l'efficacité de leur action est plus palpable qu'à la tête d'un mouvement malade. "J'ai le sentiment d'être plus utile à Rennes. Je contribue, à la place qui est la mienne, au débat national et à la reconstruction", expliquait ainsi en octobre à Libération, la maire bretonne Nathalie Appéré. "Ma priorité c'est Nantes, et je veux pouvoir garder ma liberté. (...) Pour diriger le parti, il y a suffisamment de bons profils", disait quelques semaines plus tôt sa collègue nantaise Johanna Rolland dans Ouest-France.

Présidente de l'Occitanie depuis deux ans, Carole Delga dirige une région à ranger parmi les fiefs socialistes puisque le PS y est à la tête de onze départements sur treize. Sa légitimité est incontestable même si sa notoriété insuffisante pourrait être un frein. Anne Hidalgo n'a pas ce problème. Mais on imagine mal la maire de Paris se lancer dans une bataille partisane au moment où elle va devoir lancer le chantier de sa réélection pour les municipales de 2020 ou 2021.

### Les parlementaires en retrait

Pour l'heure, les trois candidats déclarés sont députés. A leurs côtés, une dizaine de femmes socialistes siègent dans le groupe Nouvelle gauche. Parmi elle, Valérie Rabault veut peser dans la reconstruction du PS. Mais son action est pour le moment collective, avec notamment une tribune signée récemment pour appeler à une refondation qui part des territoires. A ses côtés, figurent d'anciennes ministres mais ni Delphine Batho, ni George Pau-Langevin ni Ericka Bareigts ne semblent avoir de velléités partisanes. Pas plus que Laurence Rossignol au Sénat.

C'était il y a seulement deux mois sur les chaînes parlementaires. Olivier Faure, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale confiait ne pas être intéressé par le poste de premier secrétaire du PS. Il s'est déclaré candidat à ce poste mardi soir, devant le bureau national.

« Je ne veux pas me dérober par avance s'il se trouvait que j'étais une solution pour beaucoup, mais ce n'est pas mon choix », indiquait-il à l'époque. Et de préciser : « mon choix, c'est d'être président de groupe, de travailler avec un ou plutôt une » première secrétaire.

### « Beaucoup de femmes de qualité au Parti socialiste »

Sauf qu'entre temps, Najat Vallaud Belkacem, longtemps pressentie, a annoncé qu'elle renonçait à briguer la tête du parti, préférant découvrir d'autres horizons que la politique.

Le retrait de l'ancienne ministre de l'Éducation nationale a donc changé la donne pour le député de Seine-et-Marne, qui estimait pourtant en novembre que les « femmes de qualité » ne manquaient pas au PS. Le voici lancé, comme trois autres candidats, pour « conduire la renaissance des socialistes ».

### « Je ne suis pas Jupiter »

Reste une promesse : celle de ne pas cumuler les fonctions de premier secrétaire (en cas d'élection au mois de mars) et celle de président du groupe Nouvelle Gauche à l'Assemblée. « Je ne souhaite pas accaparer tous les pouvoirs, je ne suis pas Jupiter », martelait Olivier Faure.

Le successeur de Jean-Christophe Cambadélis sera connu le 29 mars : les deux candidats, dont les motions seront arrivées en tête lors d'un premier vote le 15 mars, seront départagés par les militants.

Au total, quatre candidats sont déclarés pour l'heure : ils ont jusqu'au 27 janvier pour déposer leur texte d'orientation. Olivier Faure affrontera le député (ex-sénateur et lieutenant de Manuel Valls) Luc Carvounas, le député européen Emmanuel Maurel, mais aussi Stéphane Le Foll.

Au sujet de l'ancien ministre de l'Agriculture, qui a confirmé sa candidature mardi matin, Olivier Faure ne semblait pas inquiet à l'automne. « Il incarne d'abord le gouvernement précédent, difficile pour lui d'incarner la suite. »

Le gouvernement d'Édouard Philippe doit annoncer, ce mardi 9 janvier, l'abaissement de 90 km/h à 80 km/h de la limitation de vitesse sur les routes secondaires à double sens, sans séparateur central. | Photo d'illustration Fotolia

Tony FABRI, avec Erwan ALIX.

**Le gouvernement d'Édouard Philippe a annoncé, ce mardi 9 janvier, l'abaissement de 90 km/h à 80 km/h de la limitation de vitesse sur les routes secondaires à double sens, sans séparateur central. Quelque 400 000 kilomètres de route du réseau français sont concernés. Mais les automobilistes sont partagés. Quels sont les véritables impacts d'une telle mesure en termes de distance de freinage, de temps de trajet ou encore de consommation ? Éléments de réponse.**

C'est l'une des mesures phares annoncées par le gouvernement, ce mardi, dans le cadre de son plan pour faire reculer le nombre de morts sur la route : l'abaissement de 90 km/h à 80 km/h de la limitation de vitesse sur les routes secondaires à double sens, sans séparateur central. Comme plusieurs associations de sécurité routière, le Premier ministre Édouard Philippe en est convaincu : cette mesure « va sauver des vies ». Même si elle ne semble pas plaire à tout le monde.

Près de six Français sur dix (59 %) se disent opposés à un tel abaissement, selon un sondage Harris Interactive diffusé mardi. « Les trois quarts des Français n'en veulent pas parce qu'ils ne la comprennent pas », affirme Daniel Quero, le président de 40 millions d'automobilistes, qui revendique 600 000 signataires pour une pétition contre les 80 km/h.

Alors concrètement, qu'est-ce que ça change pour les conducteurs de rouler à 80 km/h au lieu de 90 km/h ?

### Sur la distance de freinage

La distance d'arrêt est le nombre de mètres parcourus entre le moment où un conducteur perçoit un obstacle, prend la décision de freiner et immobilise son véhicule. La Sécurité routière additionne pour cela la distance parcourue pendant le temps de réaction et la distance parcourue pendant le temps de freinage.

Elle considère que le temps de réaction moyen d'un conducteur vigilant (ni fatigué, ni alcoolisé, ni distrait...) est en moyenne d'une seconde. À 80 km/h, votre voiture parcourt 24 mètres. À 90 km/h, ce sont 27 mètres parcourus.

Après le temps de réaction, il y a le temps de freinage nécessaire pour immobiliser le véhicule. Selon le modèle de voiture, l'état de la chaussée, la météo, ce temps de freinage peut être variable. On considère qu'en moyenne on parcourt 64 mètres à 80 km/h, et 81 mètres à 90 km/h.

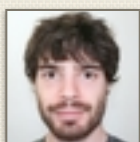
Au total, il faut 88 mètres pour arrêter une voiture lancée à 80 km/h et 108 mètres pour une voiture lancée à 90 km/h. Si un piéton ou un sanglier se trouve sur la route à 100 m de votre pare-chocs, cela fait une très grosse différence...



MAIS AUSSI :

## Olivier Faure veut une femme à la tête du Parti socialiste

<http://dai.ly/x67i8yt>



Par Guillaume Jacquot

LAPRESSEENREVUE.EU



## IV) Freinage, temps de trajet, carburant : rouler à 80 km/h, ça change quoi ?



## Sur le temps de parcours

De nombreux automobilistes craignent de passer plus de temps sur la route en roulant 10 km/h moins vite. Dans les faits, l'augmentation du temps de trajet est mathématique, mais finalement assez minime : il faut moins d'une minute de plus pour faire 10 km, moins de deux minutes de plus pour faire 20 km, un peu plus de quatre minutes pour faire 50 km, huit minutes et demie pour faire 100 km, et dix-sept minutes pour faire 200 km.

Dans une note, la Sécurité routière donne aussi quelques exemples de trajets mesurés sur le terrain, dans des conditions réelles. Ainsi, entre Pontivy et Baud, dans le Morbihan, c'est deux minutes de perdues sur 25 km. Entre Châteauroux (Indre) et Lignières (Cher), c'est 3 m 20 de perdues sur 41 km.

« Si chaque jour on sauve une vie, en baissant de 10 km/h la vitesse, en mettant 45 secondes de plus pour faire un trajet de 10 km, je serais assez fier d'être au côté d'Édouard Philippe », a affirmé ce mardi le délégué général de La République en Marche, Christophe Castaner, sur France 2.

## Sur la consommation en carburant

Conduire moins vite, c'est aussi réduire la consommation de son véhicule. D'après les calculs de Bison Futé, rouler 10 km/h en moins permet d'économiser 3 à 5 litres de carburant sur 500 km. Cela permet aussi de réduire de 12,5 % (soit 12 kg) les émissions de CO<sup>2</sup> sur cette même distance.

De son côté, la Sécurité routière chiffre cette économie à la pompe à 120 € en moyenne par an et par automobiliste.

## Sauver « 350 à 400 vies » par an

Distance de freinage, temps de parcours, consommation : pour ces trois critères, les constats sont avant tout mathématiques. L'impact réel et précis de cet abaissement de 90 km/h à 80 km/h sur le taux de mortalité est, lui, bien difficile à prévoir.

Une baisse de la vitesse sur ces axes permettrait de sauver « 350 à 400 vies » par an, estime néanmoins le gouvernement. En 2016, les routes à double sens hors agglomération ont concentré 55 % des accidents mortels (1 911 tués).

L'expérimentation sur laquelle s'appuie notamment l'État a été menée entre juillet 2015 et juillet 2017 mais elle ne répond pas aux critères scientifiques nécessaires pour en tirer des conclusions définitives. Elle a été réalisée sur seulement sur une période de deux ans, au lieu de cinq, durée minimale pour les études d'accidentologie. Les observations sur ces tronçons tests montrent toutefois que la vitesse moyenne a diminué, les bouchons n'ont pas augmenté et l'accidentologie a baissé.



## V) VTC/taxis : lancement de Wulo, application qui veut mieux rémunérer les chauffeurs

Par 24matins.fr avec AFP,



Des manifestants prennent part à un rassemblement pour protester contre les conditions de travail des VTC, place de la Bastille à Paris, le 16 janvier 2017 © AFP/Archives JACQUES DEMARTHON

**Wulo, nouvelle application de réservation de VTC et de taxis lancée mardi, veut se faire une place dans un secteur déjà dominé par des acteurs bien implantés, avec une solution ayant pour objectif de mieux rémunérer les chauffeurs.**

Cette plateforme, qui permet à l'utilisateur de choisir d'effectuer son trajet en VTC ou en taxi, n'impose pas d'abonnement aux chauffeurs et ne prélève aucune commission, leur permettant ainsi de toucher l'intégralité du prix de la course.

Elle est portée par une association, United Drivers, présidée par Manfred Touron, à l'origine du projet. Cet ingénieur informatique, qui a rassemblé une équipe d'une douzaine de bénévoles, a opté pour une forme associative afin de "prouver" qu'il s'agit d'un projet "désintéressé".

Quelques initiatives associatives du même genre ont déjà vu le jour en France ces dernières années, sans toutefois prendre de l'ampleur.

Concernant les tarifs pratiqués, "on est aligné sur les moins chers, aujourd'hui c'est Taxify", a déclaré à l'AFP M. Touron, qui souhaiterait que les prix soit décidés par la suite par la communauté de chauffeurs et d'utilisateurs.

Pour lancer Wulo, il n'y aura ni budget marketing, ni code promotionnel pour les clients: l'équipe parie essentiellement sur le bouche-à-oreille. Elle ambitionne de séduire d'ici un an "une majorité" de chauffeurs, soit plusieurs dizaines de milliers.

Si le projet prend de l'ampleur, M. Touron envisage différentes pistes pour financer son fonctionnement (collecte de dons, mise en place d'une commission, participation des chauffeurs aux fonctions supports, etc.)

Il compte sur l'aspect éthique de sa plateforme pour séduire les utilisateurs déjà habitués aux applications des grands acteurs du secteurs, comme Uber et Chauffeur-Privé.

Les groupes de VTC se sont multipliés en France depuis le début des années 2010, mais le cadre réglementaire s'est récemment durci avec

notamment l'entrée en vigueur le 1er janvier de dispositions de la loi Grandguillaume, qui impose aux chauffeurs de détenir une carte professionnelle VTC pour exercer et ferme la porte aux chauffeurs de statut "Loti" (transport collectif).

Le secteur du VTC fait également face à des mouvements sociaux des chauffeurs sur leurs conditions de travail.

Face à cette situation, le ministère des Transports a annoncé début décembre le lancement d'une mission de "réflexion" sur la régulation du secteur. Menée jusqu'au mois de mars, elle portera principalement sur la régulation du temps de conduite et la mise en place d'un tarif minimum.



## VI) Cannes, Neuilly, Saint-Raphaël... voici les pires cancrs du logement social



Construction de logements, ici à Bourgoin-Jallieu en février 2017 (ALLILI MOURAD/SIPA)

Par Baptiste Legrand

**Les choix de ces villes "révèlent bien souvent un refus des couches populaires", dénonce la Fondation Abbé-Pierre.**

Cette année, 649 villes portent le bonnet d'âne des mauvais élèves du logement social. Alors que plus de 4 millions de personnes sont sans abri, mal logées ou sans logement personnel, les villes sont encore nombreuses à ne pas respecter les quotas de logements sociaux.

Sur les 1.152 communes des grandes agglomérations concernées par la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbains) adoptée en 2000, plus de la moitié n'atteignent pas l'objectif de 20 ou 25% de logements sociaux.

C'est le constat dressé ce mercredi 10 janvier par la Fondation Abbé-Pierre, dans son palmarès publié tous les trois ans.

Certaines villes n'atteignent même pas la moitié de leur objectif de nouvelles constructions. Parmi les grandes villes, les cancrs sont Cannes (Alpes-Maritimes), Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) et Saint-Raphaël (Var).

**LES PLUS MAUVAIS TAUX  
PARMI LES GRANDES VILLES**

DÉP.	COMMUNE	POP.	TAUX DE LOGEMENTS SOCIAUX 2016	TAUX D'ATTEINTE DE L'OBJECTIF 2014-2016
6	Cannes	73 325	17 %	9 %
92	Neuilly-sur-Seine	62 346	6 %	15 %
83	Saint-Raphaël	34 005	9 %	16 %
6	Le Cannet	43 187	8 %	17 %
92	Boulogne-Billancourt	116 794	15 %	24 %
13	Marignane	33 986	13 %	26 %
94	Saint-Maur-des-Fossés	74 133	8 %	34 %
6	Nice	342 295	13 %	36 %
94	Vincennes	49 695	11 %	36 %

(Fondation Abbé-Pierre)

"Ce bilan est particulièrement désolant pour la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur", où 77% des communes ne respectent pas leur objectif, commente la Fondation.

De plus, certaines villes construisent exclusivement des logements sociaux haut de gamme (PLS), plutôt que des logements très sociaux (PLAI). C'est par exemple le cas de Saint-Rémy-lès-Chevreuse ou de Jouy-en-Josas, dans les Yvelines. Ce qui traduit une volonté politique d'exclure les catégories populaires, selon la Fondation Abbé-Pierre :

"Ces choix ne résultent pas de contraintes matérielles, ils sont purement politiques et révèlent bien souvent un refus des couches populaires des communes. »"

**Récidive**

Cette mauvaise volonté est particulièrement flagrante quand l'on constate que certaines villes n'ont pas atteint leur objectif durant plusieurs périodes triennales consécutives :

"Ces mauvais élèves historiques sont concentrés en Ile-de-France (Neuilly-sur-Seine, Ormesson-sur-Marne, Saint-Maur-des-Fossés, Nesles-la-Vallée, Le Vésinet), dans les agglomérations d'Aix-Marseille, Nice et Avignon, et défient ouvertement la loi depuis 15 ans."

La Fondation Abbé-Pierre constate d'ailleurs que les préfets n'appliquent pas pleinement les sanctions financières prévues par la loi SRU :

"C'est le cas de la commune emblématique de Neuilly qui, avec 6,2% de HLM en 2016, n'a atteint que 15% de son objectif triennal, avec seulement 18% de PLAI et 44% de PLS. Pourtant le préfet n'a que triplé ses pénalités, au lieu de les quintupler."

La fondation souligne d'ailleurs que les préfets "sont proches des maires, voire ont participé à leurs côtés à certaines décisions d'urbanisme liées à la loi SRU et sont dès lors enclins à une trop grande tolérance". Elle propose donc que le contrôle soit à l'avenir réalisé par le préfet de région, et appelle le gouvernement à davantage de fermeté. Pour autant, le bilan de la loi SRU reste positif, selon la Fondation Abbé-Pierre, qui souligne qu'"entre 2014 et 2016, 187.000 logements sociaux ont été produits dans les 1.152 communes assujetties à la loi SRU", un chiffre en progression régulière après la construction de :

- 87.000 HLM en 2002-2004
- 95.000 en 2005-2007
- 130.000 en 2008-2010
- et 140.000 en 2011-2013.



Baptiste Legrand Journaliste

